



Dialoguesclimat2023

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

4 DÉCEMBRE ET 5 DÉCEMBRE 2023 · NUMÉRO 3 · COP28

UN BILAN MONDIAL EN CONSTRUCTION AU COEUR DES DÉBATS

La COP 28 avance dans sa première semaine de travail tandis que l'attention se tourne vers le bilan mondial. Il s'agit d'un instrument d'évaluation de l'état actuel de la mise en œuvre des engagements prévus par l'Accord de Paris. Grâce à ce processus, il est possible de déterminer le progrès collectif dans l'atténuation, l'adaptation, et les moyens de mise en œuvre, ainsi que de coordonner les efforts conjoints vers une trajectoire conforme aux objectifs du régime climatique international. Cet examen est effectué à la lumière de l'équité et des meilleures connaissances scientifiques disponibles.

Le bilan mondial dispose d'une grande synergie avec les CDN (contributions déterminées au niveau national), par lesquelles les pays communiquent officiellement leurs engagements individuels et volontaires à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. Les deux documents sont présentés par cycles de 5 ans en alternance. Si, d'une part, les CDN contiennent les actions climatiques envisagées par les États parties de l'Accord de Paris, le bilan mondial fait une véritable analyse et révision de ces engagements, dans une perspective d'analyse de ce qui a été réalisé, de ce qui a été manqué et de ce qui doit être fait pour l'atteinte des objectifs de l'Accord à long terme.

Cette édition de la COP est chargée de présenter le premier bilan mondial. Et le scénario actuel est assez préoccupant. Si l'on suit strictement les CDN indiquées, on prévoit d'arriver à atteindre une baisse de 2% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à celles de 2019. Ce qui peut sembler être un progrès significatif se révèle marginal lorsqu'il est confronté aux constats scientifiques du GIEC : pour contenir l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5 °C d'ici la fin du siècle, une réduction des émissions de 43% par rapport aux données de 2019 est impérative.

Depuis le premier jour de la COP, les pays se penchent sur l'esquisse de la décision à soumettre à la Conférences de parties. Tous les paragraphes du document sont minutieusement analysés et des suggestions sont présentées concernant les sujets d'atténuation, d'adaptation, de mise en œuvre, de pertes et dommages, de financements, de coopération internationale, de mesures de riposte, entre autres. Il y a des désaccords concernant des mesures unilatérales, l'élimination progressive des combustibles fossiles, la responsabilité actuelle et future pour les émissions de gaz à effet de serre, entre autres. Même l'article 2.1c fait objet de mésentente. Les responsables de la conduite des négociations viennent de sortir une nouvelle version du texte qui tente de capturer les inquiétudes des pays. Malgré les obstacles politiques, les attentes sont toujours présentes et élevées : il faut que le bilan soit solide avec des éléments prospectifs ambitieux pour arriver aux engagements climatiques qui n'ont pas encore été délivrés.



TWEET MARQUANTS

- [tweet d'@Andréanne Brazeau](#): Une belle annonce aujourd'hui! Je suis une militante et une analyste, donc j'ai la critique facile, mais cette fois-ci, j'ai peu à dire! Ambition, transparence, redevabilité. Ne manque que vitesse d'adoption et la mise en oeuvre.
- [tweet d'@Julia Levin](#): Huge kudos to @JonathanWNV & @ToryRushton who just vetoed a fossil fuel license for offshore Nova Scotia This is the kind of climate leadership the world wants & needs: governments who will reject fossil fuel expansion The future is renewable.

LIENS UTILES

- [Article de Caroline Brouillette, Directrice exécutive du Réseau Action Climat \(CAN-Rac\)](#)
- [Désinformation climatique et polarisation](#)
- [Où étaient les femmes au Sommet mondial d'action sur le climat?](#)



Dialoguesclimat2023

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION SUR LA COP28

LE NOUVEL OBJECTIF COLLECTIF QUANTIFIÉ (NCQG) : QU'EST-CE QUE C'EST ?

En 2009, les pays développés se sont engagés à financer les initiatives climatiques des pays en développement à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, un engagement réaffirmé par l'accord de Paris en 2015. Cependant, cet objectif n'a été atteint que cette année. C'est pourquoi la COP28 ouvre la discussion sur un Nouvel Objectif Quantifié Collectif (NCQG) sur le financement climatique, avec un plancher de 100 milliards de dollars. Cet objectif est à convenir d'ici 2025 et doit prendre en compte les besoins de financement réels des pays en développement, qui s'élèvent à des milliers de milliards de dollars. Les négociations et les discussions sur la rédaction du texte portant sur ce nouvel objectif vont bon train depuis plusieurs jours et soulèvent notamment des inquiétudes de la part des pays en développement concernant les objectifs financiers non atteints.

Les dialogues ministériels de haut niveau concernant la nouvelle proposition du NCQG sur le financement climatique ont commencé, invitant les Parties et les Observateurs à exprimer leurs opinions. Les groupes d'intérêt initialement autorisés à faire des déclarations individuelles, sont contraints, cette année, de présenter une déclaration commune résumant leurs positions. Ceci est particulièrement problématique car un résumé peut invisibiliser certains enjeux sous-jacents de ce texte.

Des consultations informelles du NCQG sur le financement climatique ont débuté aujourd'hui soulevant des points tels que la suppression d'importants aspects liés aux droits humains et à la transition juste, et des préoccupations persistantes des pays en développement concernant les modalités des mécanismes de financement.

ET LE CANADA ET LE QUÉBEC : OÙ EN SONT-ILS ?

Alors que les sociétés civiles canadienne et québécoise demandent des engagements forts de la part des gouvernements depuis le début de la COP28 et ne cessent de dénoncer la présence des lobbies au sein de la délégation officielle canadienne, l'inaction, et l'éco-blanchiment, les 4 et 5 décembre ont été marquées par des annonces du Ministre Guilbault et du Ministre Charette.

Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Steven Guilbeault, a annoncé sa nouvelle cible de réduction des émissions de méthane en présentant le projet de règlement sur le méthane dans le secteur du pétrole et du gaz lors de la réunion ministérielle de l'Engagement sur le méthane. Ce projet vise à réduire les émissions de 75 % par rapport aux niveaux de 2012 d'ici à 2030, ce qui a été salué par la société civile et les groupes environnementaux.



Manifestation de la société civile internationale demandant une sortie complète des énergies fossiles alors que la présence record de 2456 lobbyistes des énergies fossiles à la COP28 a été révélée. Crédits: @CANIntl

Côté Québec, M. Benoit Charette, le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, s'est exprimé lors de la conférence de presse de la Beyond Oil & Gas Alliance (BOGA), déclarant que « réduire les énergies fossiles n'est pas assez, il faut en sortir complètement » et se prononçant donc en faveur d'un phase-out. En parallèle, la province a été nommée à la coprésidence de BOGA aux côtés du Costa Rica et du Danemark à titre de représentant spécial pour les États infranationaux. Cette nomination est une reconnaissance internationale de l'engagement du Québec dans la lutte climatique, mais doit être accompagnée d'une accélération des actions en place et de la sortie des énergies fossiles. Le Québec s'est aussi engagé à verser 10 millions de dollars canadiens supplémentaires au Fonds d'adaptation, qui finance des programmes d'adaptation au changement climatique dans les pays en développement.

Co-rédigé par Énéas Xavier de Oliveira, Raphaëlle Muller-Feuga et Marie Jouan